



Le Sénégal est un pays de dimension moyenne (196 722 km²) situé à l'extrême Ouest du continent africain. Les précipitations moyennes varient de 300 mm au nord du pays à plus de 1 000 mm dans la région méridionale. La population, estimée à 9,5 millions d'habitants en 2000, croît actuellement au rythme de 2,2 % par an. Sa répartition est très inégale, puisque 65 % des habitants sont concentrés sur 14 % du territoire national (les régions de l'Ouest et du Centre). La population urbaine augmente à raison de 4 % par an et la ville de Dakar abrite, à elle seule, 25 % de la population sénégalaise.

Certains indicateurs sociaux présentent au Sénégal des niveaux meilleurs que dans la plupart des pays sahéliens, en particulier le taux brut de scolarisation qui, en 2000, était de 74 % pour les garçons et de 65 % pour les filles ainsi que le niveau d'accès à l'eau potable (pour 63 % des Sénégalais, l'eau potable est accessible à moins de 500 mètres de leur domicile). En revanche, la malnutrition protéino-énergétique demeure un phénomène préoccupant, qui touche en premier lieu les enfants : 9 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë, 22 % accusent un déficit pondéral et 23 % connaissent un retard de croissance. La malnutrition est beaucoup plus intense en milieu rural qu'en milieu urbain. Selon la première enquête budget-consommation (ESAM-I) réalisée en 1994, 57,9 % des ménages sénégalais vivent en dessous du seuil de pauvreté, défini comme étant la dépense nécessaire à l'acquisition de 2 400 calories par jour et par personne. Près 80 % des pauvres se trouvent en milieu rural.

UN SECTEUR PRIMAIRE EN MUTATION

À partir de la dévaluation du Fcfa en 1994, la croissance économique a connu une nette reprise, progressant au rythme moyen de 5 % par an. L'agriculture, qui représente 8 % à 10 % du PIB national total a enregistré des mauvais résultats au cours des dernières années : entre 1995 et 1998, le PIB agricole a reculé de 2,6 % sous l'effet de multiples facteurs, en particulier la dégradation de la fertilité des sols et la baisse de la qualité du matériel génétique. Le secteur de l'arachide, principal secteur agro-exportateur, a vu ses résultats se dégrader d'année en année sous l'effet des chutes de rendements et des baisses de prix sur les marchés internationaux. La reprise récente de la production s'est traduite par d'importantes difficultés de commercialisation.

Les faibles performances du secteur agricole se traduisent par une hausse des importations de céréales, qui sont passées de près de 700 000 tonnes en 1995 à près de 880 000 tonnes en 2001. Au cours des cinq dernières années, les importations, qui sont constituées à 70 % de riz, ont représenté près de 50 % de la

consommation nationale de céréales. À l'inverse, le secteur de l'élevage, qui représente 6 à 7 % du PIB total, a connu une croissance de plus de 4 % au cours de la même période. La pêche, qui contribue à 2,5 % du PIB total et fait vivre, directement ou indirectement, 600 000 personnes, enregistre une croissance soutenue, essentiellement due aux performances du secteur artisanal.

Après deux décennies de politique agricole interventionniste (prix administrés, crédit agricole standardisé, encadrement rapproché des producteurs...), le gouvernement sénégalais a adopté en 1984 la « nouvelle politique agricole » (NPA). Celle-ci visait l'obtention de l'autosuffisance alimentaire à 80 % et le relèvement du niveau de vies des populations rurales, en privilégiant une approche par filières dans laquelle le rôle de l'État était fortement réduit. Cette NPA a permis la suppression de certains dysfonctionnements des marchés et a favorisé une responsabilisation accrue des producteurs. Aujourd'hui, le Sénégal est le pays du Sahel où les organisations professionnelles agricoles sont probablement les plus structurées, constituant un interlocuteur incontournable dans la définition des politiques agricoles. Cependant, la NPA n'a pas atteint ses objectifs en terme de croissance de la production et cela a conduit les autorités à adopter, au milieu des années 1990, de nouveaux documents d'orientation (Lettres de politique de développement de l'agriculture et de l'élevage) qui mettent l'accent sur : la gestion des ressources naturelles et la sécurisation foncière ; la promotion du secteur privé ; la réforme de la politique des prix dans plusieurs filières ; la baisse de la fiscalité sur les intrants et le matériel agricole. Ces documents ont été complétés et enrichis lors de l'élaboration du document de stratégie opérationnelle de développement du secteur agricole, finalisé en novembre 2001.

En janvier 2002, le gouvernement sénégalais a adopté la version finale du document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). À court terme, d'ici 2005, la stratégie vise une croissance de 7 % à 8 % par an pour obtenir une réduction de 15 % de la proportion de pauvres. L'élaboration de cette stratégie s'inscrit dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), qui permettra au Sénégal d'obtenir une réduction de sa dette de l'ordre de 500 millions de dollars sur un volume global de plus de 3,2 milliards de dollars, mobilisables sur 10 ans.





Face aux défis majeurs que constituent l'insécurité alimentaire et la pauvreté, l'option générale retenue par la stratégie nationale du Sénégal est de contribuer à la sécurité alimentaire par une production locale diversifiée et compétitive, capable de promouvoir les revenus agricoles, et qui sera complétée par des importations de produits alimentaires pour résorber le déficit. L'amélioration de la compétitivité du secteur agricole dépendra de sa capacité à moderniser ses techniques, ses outils et ses moyens et à s'adapter à un environnement sous-régional et international ouvert. Les options d'intensification et de diversification agricole retenues ne doivent cependant pas se réaliser au détriment de l'équilibre de l'environnement. Il s'agit de concilier les impératifs de satisfaction des besoins à court terme et de préservation du potentiel de croissance pour les générations futures.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°1

PROMOUVOIR UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE, DIVERSIFIÉE, DURABLE ET RÉGIONALEMENT INTÉGRÉE

- Il sera poursuivi par l'obtention de quatre résultats principaux :
- l'optimisation de la valorisation des ressources naturelles, qui concernera à la fois les ressources en eau, la fertilité des sols, les ressources forestières;
 - l'adaptation de l'agriculture sénégalaise à la diversification de la demande alimentaire, en organisant les actions autour de trois axes : diversification des techniques d'irrigation et des cultures irriguées; renforcement de l'intégration entre l'agriculture et l'élevage; promotion des cultures horticoles;
 - l'augmentation de la productivité de l'agriculture sur des bases durables, en améliorant la connaissance des économies agricoles, d'une part, et en développant une politique appropriée pour le financement de l'agriculture, d'autre part;
 - l'augmentation, sur des bases durables, de la production halieutique, notamment par : l'utilisation rationnelle et responsable des ressources de pêche; une coopération internationale plus équilibrée (accord de pêche de type développement); la modernisation des conditions d'exercice de la pêche artisanale; la mise en place d'un système de financement adapté et durable.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°2

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT, LA FLUIDIFICATION ET L'INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE DES MARCHÉS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES

Trois résultats seront recherchés pour atteindre cet objectif. Le premier a trait à l'amélioration du dynamisme des marchés nationaux et se traduira notamment par l'équipement des places de marché, la formation des opérateurs et l'accélération de l'exécution du programme d'infrastructures rurales (tronçons routiers transfrontaliers et intra régionaux). Le second concerne l'intégration des marchés régionaux et il sera recherché par l'amélioration de la qualité des produits locaux et leur promotion sur les marchés régionaux, ainsi que par le développement de réseaux régionaux performants d'opérateurs économiques. Le troisième résultat correspond à l'amélioration de la compétitivité des filières agro-alimentaires sur les marchés extérieurs, ce qui impliquera des actions dans les domaines suivants : la réforme des services agricoles; l'information et la formation des opéra-

teurs nationaux sur les normes et règles du commerce international; la préparation de la position du Sénégal dans les négociations commerciales internationales.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°3

AMÉLIORER DURABLEMENT LES CONDITIONS D'ACCÈS DES GROUPES ET ZONES VULNÉRABLES À L'ALIMENTATION ET AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

- Ce troisième objectif reposera sur l'obtention de deux résultats :
- l'amélioration de l'accès à l'alimentation, à travers : la fourniture d'un apport alimentaire et nutritionnel aux populations pauvres; la formation des organisations féminines à la fabrication d'aliments de supplément adaptés; l'amélioration de l'accès des femmes à la terre et aux intrants agricoles; le développement des activités génératrices de revenus en zones péri urbaines et en milieu rural; la mise en place de filets sociaux de sécurité pour les populations exclues du marché du travail;
 - l'amélioration des conditions d'accès aux services sociaux de base, à travers : l'extension et l'amélioration des réseaux de desserte en eau potable et des réseaux d'assainissement; l'amélioration de la qualité et du fonctionnement du système de santé; le développement des programmes « information et communication » en faveur des populations défavorisées dans les domaines de la santé et de la nutrition.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°4

AMÉLIORER LES DISPOSITIFS DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES CRISES CONJONCTURELLES, EN COHÉRENCE AVEC LA CONSTRUCTION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE STRUCTURELLE

- Les quatre résultats concourant à sa réalisation sont :
- le renforcement ou la mise en place de systèmes d'alerte précoce permettant de prévenir les diverses formes de crises alimentaires;
 - la coordination des réseaux d'information sur la sécurité alimentaire et l'harmonisation des analyses sur la vulnérabilité des ménages;
 - une meilleure orientation des actions d'urgence vers les potentialités de sortie de crise;
 - une meilleure connaissance et une meilleure utilisation des excédents alimentaires disponibles pour approvisionner les populations et zones vulnérables.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°5

RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTEURS ET PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Cet objectif sera poursuivi à travers, d'une part, la consolidation du processus de décentralisation et le renforcement des capacités des collectivités locales et, d'autre part, une plus forte implication des organisations paysannes dans la définition des stratégies de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté (capitalisation des initiatives locales, formation des membres des Op...).